

Programme

de

La Confédération des Travailleurs
Catholiques du Canada, Inc.

pour

l'après-guerre



Tract No VIII



PRÉFACE

Fidèle à sa mission de promouvoir le bien commun de la nation, la C.T.C.C. présente au public et aux gouvernants son programme d'après-guerre immédiat. Telle est la volonté bien arrêtée de la C.T.C.C. de voir s'exécuter des mesures et s'amorcer des réformes qu'elle juge urgentes pour la période de transition du temps de guerre au temps de paix, soit pour environ cinq ans.

Que par des mesures promptes et efficaces de l'État, les braves vétérans comme les humbles travailleurs connaissent un sort matériel convenable. Prospérité à laquelle ils ont droit, en vertu même de leur dignité de créature de Dieu, de citoyens libres et de grands responsables de charges sociales et de devoirs familiaux.

Qu'il soit fait à la femme un sort meilleur au double point de vue moral et économique, en raison à la fois de sa haute dignité et de ses droits sociaux trop méconnus.

Voilà l'idée dominante de la C.T.C.C.

La C.T.C.C. demande donc un ensemble de mesures propres à maintenir le plus haut niveau d'emploi possible et des conditions de travail acceptables au temps présent. Que l'impossible soit fait au Canada, pour un ordre meilleur, dût-on même adopter des mesures radicales mais chrétiennes; mesures d'ailleurs qui ne pourraient que racheter les erreurs et les fautes passées de nos pouvoirs publics et de nos brasseurs d'affaires.

La C.T.C.C. entend rester fidèle à sa haute mission de faire de l'organisation professionnelle. Aussi croit-elle en la véritable démocratie industrielle, vivifiée à sa base par des organismes professionnels patronaux et ouvriers; ces organismes seront élevés au-dessus des querelles politiques et voués à une collaboration pacifique et permanente dans un esprit de fraternité chrétienne.

La C.T.C.C. estime que les pierres angulaires d'une réelle démocratie industrielle devraient être définitivement posées en notre pays dans un large esprit de bonne entente et de mutuel respect des droits constitutionnels légitimes.

Alfred CHARPENTIER,
Président général C.T.C.C.

Programme
de la
Confédération des Travailleurs
Catholiques du Canada
pour l'après-guerre

PLAN :

I — Réadaptation des vétérans à la vie civile

II — Démocratie industrielle

III — Pouvoirs publics

1. Entente entre les gouvernements
2. Contrôle des prix
3. Salaire juste
4. Obstacles à l'établissement des salaires justes
5. Décentralisation de l'industrie
6. Travaux publics et subsides à l'industrie
7. Facilités de crédit à l'habitation

IV — Les employeurs

V — Les organisations ouvrières

1. Réformes fondamentales
2. Nationalisation des biens
3. La politique

VI — Travail féminin

PROGRAMME

La C.T.C.C., en élaborant son programme d'après-guerre, et en vue d'assurer la paix sociale au Canada, entend adhérer aux principes énoncés dans la Déclaration du Conseil National de l'Épiscopat canadien, en date du 18 janvier 1945.

En plus des problèmes d'après-guerre auxquels ces principes s'appliquent, il en est d'autres également dont la C.T.C.C. ne peut se désintéresser. Leur solution doit être abordée sans s'écarter du bien commun, et voici, par rapport à cet ensemble de problèmes, la ligne de conduite que notre mouvement est disposé à tenir.

I — Réadaptation des vétérans à la vie civile

Il n'est peut-être pas un gouvernement qui ait prévu une assistance pécuniaire plus généreuse que le gouvernement canadien pour faciliter la réadaptation des vétérans à la vie civile. Mais pour que les vétérans puissent bénéficier pleinement des avantages offerts, à leur retour du front, il importe de les renseigner et de les orienter. La C.T.C.C. suggère, à cet effet, la formation, dans chaque localité, d'un comité de notables fournissant un travail bénévole, et où les vétérans pourront s'adresser. Le comité, tenant compte des aptitudes de chacun, pourra conseiller les vétérans, leur trouver de l'emploi, puis les diriger vers le bureau régional des affaires des anciens combattants. Ainsi, la réadaptation des vétérans à la vie civile pourra se faire rapidement, en permettant à ces derniers de bénéficier, avec le minimum de délais,

des avantages pécuniaires vraiment intéressants que le gouvernement canadien leur offre.

II — Démocratie industrielle

Pour assurer la vraie démocratie, dans le monde du travail, l'activité industrielle et commerciale devrait être confiée aux soins des corps professionnels, issus du plan syndical, élevés au rang d'organismes d'ordre public, et munis, sous la surveillance de l'État, de pouvoirs réglementaires et disciplinaires en matière économique.

III — Pouvoirs publics

1. *Entente entre les gouvernements.*— La C.T.C.C. estime qu'il importe souverainement qu'une entente soit conclue à brève échéance entre le Gouvernement fédéral et les Gouvernements provinciaux dans le but de concilier en matière sociale les exigences de la Constitution canadienne et celles des faits, en révolte contre elle. La situation actuelle est cause de retards irritants et d'inaction préjudiciable aux travailleurs. La C.T.C.C. est d'opinion que des ententes, par voie de législation concurrente, seraient la solution.

2. *Contrôle des prix.*— Le contrôle des prix s'avère de plus en plus une mesure nécessaire pour éviter les désordres sociaux tant de l'inflation que de la déflation. Durant la guerre, le contrôle des prix a été une protection pour les salariés et il a endigué la vague inflationniste qui pouvait déferler sur le pays. Dans la période d'après-guerre, le même contrôle devra être maintenu pour éviter

les effets néfastes de la déflation. L'inflation et la déflation sont des maux qui éprouvent particulièrement la classe des salariés. La C.T.C.C. estime que le contrôle des prix devrait être maintenu pour une période indéterminée.

3. *Salaire juste.*— Par salaire juste, la C.T.C.C. entend tout salaire dont le montant tient compte de tous les éléments découlant de la valeur morale, économique et sociale du travail; par exemple: a) la subsistance du travailleur et celle de sa famille (moyenne); b) les qualifications exigées par et dans l'emploi, les aptitudes et le rendement des salariés.

Pour réaliser cette plénitude de justice, l'État et les organisations professionnelles patronales et ouvrières sont les seules personnes morales ayant les qualifications voulues.

a) À l'État il appartient, parce que cela relève de ses fonctions et qu'il est le seul capable de le faire, par la force de la loi, d'assurer à la masse des familles vivant dans le pays le minimum vital nécessaire basé sur le coût de la vie suivant les diverses régions économiques.

b) Aux organisations professionnelles, tant patronales qu'ouvrières et conjointement, il appartient, parce que seules compétentes, de fixer par convention collective, la quotité du salaire afférent à la valeur économique du travail et qui, ajoutée au salaire minimum légal et rendue obligatoire par décret pour les tiers, réalisera la pleine justice des salaires.

c) Enfin, il importe, vu que la famille ouvrière vit uniquement du salaire, et qu'elle doit remplir sa fonction naturelle douze mois par année, de lui assurer un revenu

stable et constant d'année en année, en prenant les mesures nécessaires au maintien de l'embauchage intégral.

4. *Obstacles à l'établissement des salaires justes.*— La C.T.C.C. n'ignore pas qu'il y a des obstacles au salaire juste. Les principaux à surmonter sont les suivants :

a) Le capital mouillé est un obstacle au salaire juste, parce qu'il canalise de vastes sommes d'argent vers le paiement de dividendes et d'intérêts sur du capital inexistant. La législation devrait mettre fin à cet abus condamnable de la surcapitalisation fictive.

b) Le fonctionnement des sociétés anonymes (compagnies limitées et « holding companies ») est en général un obstacle au salaire juste parce que la responsabilité de leur conduite repose non sur des personnes mais sur l'argent, et que celui-ci, dans sa fonction et son emploi, est détaché de son appartenance du propriétaire : obligataires et actionnaires. La C.T.C.C. croit que cette situation devrait être corrigée par la législation de sorte que les personnes physiques et non l'argent soient responsables de l'administration et des services que la compagnie doit rendre à la société.

5. *Décentralisation de l'industrie.*— La C.T.C.C. demande la formation de conseils économiques, provinciaux et nationaux, dont le rôle sera de diriger les industries dont les produits ne dépendent pas, quant aux matières premières, du fonds d'où elles tirent celles-ci et où elles veulent se placer, vers les régions économiquement pauvres afin de fournir un marché plus rémunérateur à leur industrie agricole.

6. *Travaux publics et subsides à l'industrie.*— En vue d'assurer de l'emploi à tous les travailleurs du pays, une fois la guerre terminée, la C.T.C.C. demande que les gouvernements fédéral et provinciaux s'entendent pour aborder le problème de la reconstruction d'après-guerre, et spécialement :

a) pour entreprendre des travaux afférents à leurs fonctions: routes, voies fluviales, ports maritimes, reboisement des forêts et tous autres travaux de protection; etc., etc.;

b) pour accorder des subsides, sous condition de salaires justes:

1) aux industries de base, telles que le bâtiment, construction maritime, la métallurgie, etc., à condition que ces subsides soient affectés, par exemple, à la démolition des taudis, à la construction d'immeubles pouvant loger décentement les familles de salariés, à la construction d'hôpitaux, de sanatoria, etc.;

2) aux industries nouvelles (non de luxe), qui exploiteraient les ressources naturelles, et à celles que les découvertes scientifiques, faites pendant la guerre, feront naître après le conflit;

3) aux industries que les nécessités de la guerre auront forcées d'abandonner la production de produits civils pour fabriquer du matériel de guerre, autant pour assurer la continuité du travail des employés que celle du capital d'opération des dites entreprises.

7. *Facilités de crédit à l'habitation.*— La C.T.C.C. constate que les exigences des institutions financières, quelles qu'elles soient, sont un obstacle à l'accession à la propriété par les salariés. En effet, les garanties de

toutes sortes que l'on exige ne peuvent être fournies par le salarié moyen et empêchent ainsi l'acquisition d'une propriété. La C.T.C.C. croit qu'un crédit à l'habitation pourrait être basé principalement sur la permanence de l'emploi du salarié et le constat de son honnêteté. Après l'achat de la propriété, les institutions financières pourront toujours se protéger davantage par les hypothèques.

IV — Les employeurs

Les employeurs, soutient la C.T.C.C., devraient opter pour les syndicats responsables légalement de leurs activités professionnelles. Puis, les employeurs devraient ne pas craindre de s'élever au-dessus du plan strictement légal pour régler, avec les syndicats de travailleurs, tous leurs problèmes d'après les deux grandes vertus de justice et de charité.

Enfin, les employeurs devraient s'organiser eux-mêmes, au point de vue professionnel, sur un plan parallèle à celui des syndicats de travailleurs.

V — Les organisations ouvrières

a) *Réformes fondamentales.*— La responsabilité civile des unions, la création de tribunaux du travail où porter les litiges, et l'élaboration d'un droit collectif fournissant les critères nécessaires, peuvent seules faire sortir de l'impasse où il se trouve le problème de l'atelier syndical entendu au sens de sécurité syndicale.

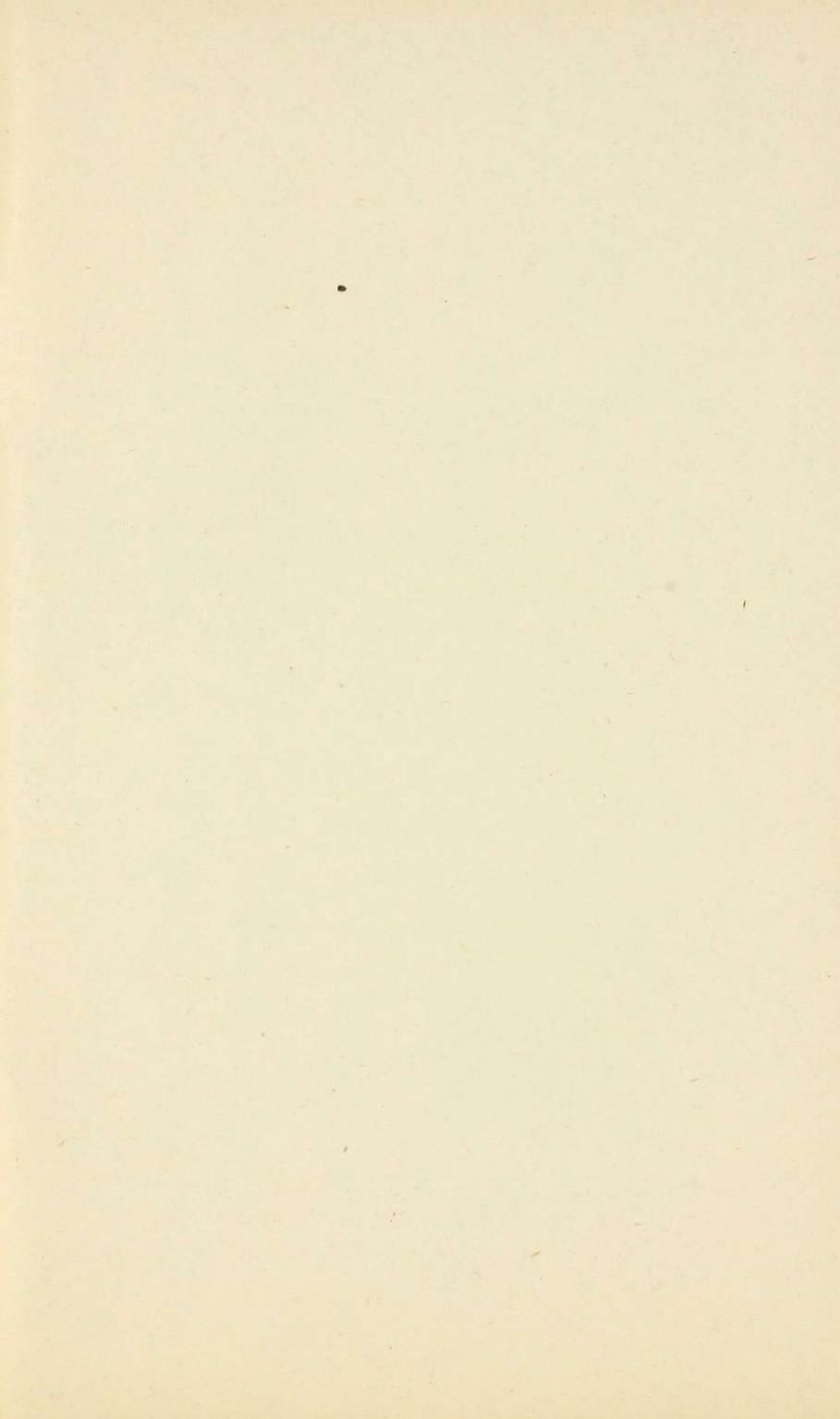
b) *Nationalisation des biens.*— Il appartient à l'État, en vertu de sa fonction subsidiaire, dans le monde écono-

mique, de répartir équitablement le bien commun, et non d'être industriel ou commerçant. Pour la C.T.C.C., la nationalisation généralisée conduit tout droit au socialisme d'État. La C.T.C.C. n'accepte la nationalisation des biens que pour des cas d'espèce, et lorsque tous les autres moyens de faire servir tels biens à la société auront été épuisés.

c) *La politique.*— Il est contraire au caractère des organisations ouvrières de faire de l'action politique, soit en appuyant ou en fondant un parti, dans le but « d'arriver au pouvoir ». En effet, la raison d'être des organisations ouvrières est de régler les problèmes, sur le plan professionnel, en collaboration avec les employeurs ou les organisations patronales. Cela ne les empêche pas d'inspirer la législation, d'exiger d'être consultées sur les problèmes qui les intéressent, mais il n'entre pas dans leur rôle, ni dans la nature même desdites organisations ouvrières, de s'orienter vers la politique au sens indiqué plus haut.

VI — Travail féminin

La C.T.C.C. estime qu'il est impossible de concilier l'ordre naturel des choses avec la présence des femmes dans les activités industrielles et commerciales. Sans doute que des contingences sociales viennent tempérer l'énoncé ci-dessus. La C.T.C.C., en effet, se rend compte que le travail féminin ne saurait être prohibé. Dans certaines branches de l'activité humaine, les femmes auront toujours accès assez facilement, et bien que l'on ne doive pas accepter la généralisation du travail féminin, on ne peut défendre non plus, aux veuves et aux jeunes filles soutiens de famille, par exemple, d'aller gagner ce qui est nécessaire à leur subsistance et à la subsistance des leurs.



The Post-war Program

of the

Canadian and Catholic Confederation of Labour



Tract No VIII



FOREWORD

Faithful to its mission in promoting the welfare of the nation, the Canadian and Catholic Confederation of Labour presents to the public and governments its program for the immediate after-war. The C.C.C.L. is fully determined to carry out its measures and try out its reforms which, in its opinion, are seen urgent for the average five-year period of transition from wartime to peacetime.

These prompt and effective measures from the State will enable our brave veterans as well as our humble workers to improve their living conditions. Prosperity to which they are entitled, by virtue of their dignity as creatures of God, as free citizens so that they may be able to bear their social responsibilities and family duties.

The C.C.C.L. wishes also a better lot for women from the moral and economic viewpoint, thus respecting her high dignity and her social rights so often frustrated.

These are the principal points emphasised by the C.C.C.L. It therefore recommends a sum-total of adequate measures to maintain the highest possible standard of employment and working conditions suitable to our present time. May we hope that the utmost be done in Canada towards a better order, and that some Christian measures be adopted in order to redress the past errors and mistakes of our governments and business bustlers.

The C.C.C.L. is holding fast to its high mission to do some professional organizing. Also, it has faith in a real industrial democracy strengthened in its base by employers' associations and employees' professional syndicates; these associations would be placed above political strifes and devoted to a peaceful, Christian and permanent collaboration.

The C.C.C.L. considers that the corner-stone of a real industrial democracy in Canada should be definitely set up in a spirit of good understanding and mutual respect of our constitutional rights.

Alfred CHARPENTIER,
President, C.C.C.L.

The
Post-war program
of
The Canadian and Catholic
Confederation of Labour

PLAN :

I — Civil re-establishment of Veterans

II — Industrial Democracy

III — The Public Power

1. Inter-governmental agreement
2. Price-control
3. Fair wages
4. Obstacles to the establishment of fair wages
5. Decentralization in industry
6. Public works and subsidies to industry
7. Housing credit facilities

IV — Employers

V — Labour organizations

1. Fundamental reforms
2. Nationalization of wealth
3. Politics

VI — Female Labour

PROGRAM

In formulating its post-war program for the ensuring of social harmony in Canada, the C.C.C.L., to begin with, endorses the principles set forth in the Statement made by the National Board of the Canadian Hierarchy, on January 18, 1945.

Besides those post-war problems to which the above principles apply, there are others in which the C.C.C.L. cannot fail to interest itself. In the solution of these social matters the public interest must never be neglected; and here is, as regards this ensemble of problems, the line of conduct which our movement undertakes to follow.

I — Civil re-establishment of Veterans

We can hardly find out another government which has planned so generous a measure of financial assistance to facilitate the civil rehabilitation of veterans as has the Canadian government. But in order that the veterans, on their return from the front, might benefit to the full from the advantages thus offered, it is required that they be given enlightening information and guidance. To this end the C.C.C.L. suggests the setting up in each locality of a committee of citizens of standing, whose services would be gratuitous, to whom the veterans might apply. The committee, taking into consideration the aptitudes of each, would give the veterans counsel, find them employment, and direct them to the regional bureau of veterans' affairs. Thus could the re-establish-

ment of veterans in civil life be effected promptly, enabling them to come without delay into the truly worthwhile financial advantages which the Canadian government is making available for them.

II — Industrial Democracy

In order to achieve true democracy in the world of labour, industrial and commercial activity ought to be confided to professional organizations engendered by the trade unions but raised to the status of public corporations or guilds and vested, under State supervision, with regulatory and disciplinary powers in economic matters.

III — The Governments

1. *Inter-governmental agreement.*— The C.C.C.L. deems it of supreme importance that agreement be reached without delay between the federal and provincial government to the end of reconciling, as a social need, the facts of our national life with the provisions of the Canadian constitution, with which those facts are at present in conflict. The existing situation is the cause of irritating inaction and delays which are prejudicial to the workers. The C.C.C.L. is of the opinion that a series of agreements implemented by concurrent legislation would prove the solution of this difficulty.

2. *Price-control.*— Price-control is proving itself ever more and more a measure necessary to the avoidance of the social disorders of inflation and deflation. During the war price-control constituted a protection for the wage-earner and stemmed the tide of inflation which

might otherwise have inundated the country. The same control ought to be maintained after the war to ward off the evil effects of deflation. Inflation and deflation are ills which bear particularly on the wage-earning class. The C.C.C.L. holds that price-control should be maintained in force for an indefinite period.

3. *Fair wages.*— By fair wages the C.C.C.L. means any wages the amount of which reflects consideration given to all the elements making up the moral, economic and social value of the work for which it is paid; for instance: *a)* the livelihood of the worker and his family (average family); *b)* the qualifications demanded by and in the job, the aptitudes and performance of the worker.

To bring about this fullness of justice, the State, the trade unions and the employers' associations are the only properly qualified arbitrators of ways and means.

a) Upon the State devolves the duty of ensuring to the mass of the families of our country a standard of living, based on the cost of living in the various economic regions, because such a function is properly a governmental one and only government is capable of bringing the force of law to bear upon its performance.

b) Because they alone are competent, it rests with the professional organizations, whether of employers or employees or jointly, to establish by collective agreement wages commensurate with the economic value of the work done, which wages, tied in with the minimum wage schedule established and rendered obligatory by law, will represent full justice in the matter of compensation for effort in industry.

c) Lastly, seeing that the workers' family lives solely upon wages and that it has to fulfill its natural function twelve months in the year, it is a matter of prime importance to assure such family of the means of a stable revenue year after year by full employment.

4. *Obstacles to the establishment of fair wages.*—The C.C.C.L. is not unaware that there are obstacles in the way of the fair wage. The most important that have to be ironed out are the following:

a) Watered stock is an obstacle to fair wages because it drains off vast sums of money towards the payment of dividends and interest on non-existing capital. The condemnable abuse of over-capitalization ought to be done away with by legislation.

b) The functioning of joint stock and holding companies is in general an obstacle to fair wages since responsibility for the conduct of such organizations rests not upon persons but rather upon money, which latter, in its functioning as well as in its manipulation, is mandated away from its proprietors: the bondholders and the shareholders. The C.C.C.L. holds that this situation ought to be corrected by legislation, so that human beings and not money be held responsible for the administration of the company involved and the character of the service which it renders to society.

5. *The decentralization of industry.*—The C.C.C.L. calls for the establishment of economic councils, both national and provincial, whose function would be to direct industries, whose production does not depend on their exploitation of raw materials on the spot, towards

poorer economic regions in need of industrial activity for the providing of a more remunerative market for agricultural products.

6. *Public works and subsidies to industry.*— With a view to ensuring employment to all of the country's workers through the after-war years, the C.C.C.L. calls on the federal and provincial governments to get together on the after-war reconstruction problems, and in particular to:

a) undertake works proper to their functions: highways, waterways, harbours, reforestation, other conservation works, etc., etc.;

b) grant subsidies, embodying fair-wage clauses:

1) to basic industries such as the construction industry, shipbuilding, the heavy industries, etc., on condition that these subsidies be earmarked, for example, to the demolition of slums, the building of decent houses for wage-earners' families, the construction of hospitals, sanatoria, etc.;

2) to new industries (essential) interested in natural resources, or to others which scientific discoveries made during the war might bring into being after the conflict;

3) to industries which the demands of war caused to abandon civil production in favour of that of war, the purpose being to ensure continuity of employment to workers as well as to the working capital of the said industries.

7. *Housing credit facilities.*— The C.C.C.L. holds that the exactions of financial institutions of whatever kind at present constitute an obstacle to the acquiring of

property by wage-earners. Indeed, the measure of security which they demand cannot be put up by the average wage-earner, with the result that he is prevented from becoming a home owner. The C.C.C.L. believes home-purchasing credit should be based chiefly on the steadiness of the wage-earner's employment and his demonstrated honesty. The property once purchased, the financial institutions could of course further protect their interests through the instrumentality of the mortgage.

IV — Employers

The C.C.C.L. holds that employers ought to prefer the unions legally responsible for their professional activities. Moreover employers ought not to be afraid to go beyond the strictly legal spirit of the law in settling, along with the labour unions, all problems according to the two great virtues of justice and charity.

Lastly, employers ought to organize themselves from the functional standpoint, on some plan parallel to that of the labour unions.

V — Labour organizations

a) *Fundamental reforms.*— The civil responsibility of unions, the establishments of labour courts before which industrial disputes may be brought, and the working out of a system of collective rights can alone lift out of the impasse into which it has sunk the problem of closed-shop as seen in the light of a union security measure.

b) *Nationalization of wealth.*— It belongs to the State in virtue of its auxiliary function in the economic world

to see to the equitable sharing of the public wealth and not to be, itself, either an industrial operator or a trader. In the opinion of the C.C.C.L. generalized nationalization leads straight to Socialism. The C.C.C.L. is not in favour of the nationalization of wealth, as a general principle, but only for specific cases, and when all other means of having that wealth serve society will have been exhausted.

c) *Politics*.—It is contrary to the nature of labour organizations to take political action, either to found a party or to support one for the purpose of « taking control of government ». As a matter of fact the *raison-d'être* of labour organizations is to settle worker problems in collaboration with employers or employers' organizations. This does not prevent them, however, from prompting legislation and demanding to be consulted on problems which concern them, but it is not in their rôle to go into politics in the sense referred to above, nor is that idea in conformity with their natural functions.

VI — Female labour

The C.C.C.L. holds it impossible to reconcile the presence of women in industry and commerce with the natural order of things. There is no doubt that social contingencies do at times call for modification of the above statement. Indeed, the C.C.C.L. understands that female labour cannot be prohibited. Women will always have quite easy access to certain lines of work or endeavour, and although female labour ought not to be accepted on a general scale it is out of the question to forbid widows, or young women who are the support of families, for instance, to go out to work for a living for themselves and their dependents.

